

Brésil. Le peuple Krenak face au crime minier du Rio Doce

Le cacique Daniel Krenak et Geovani Krenak, 2 représentants du Peuple autochtone Krenak, sont disponibles pour des interviews. Marion Veber, chargée du programme Droits des peuples, et Justine Richer, chargée du programme Eau - Bien commun à France Libertés, sont également disponibles pour des interviews.

Les représentants Krenak Geovani et Daniel, ainsi qu'une délégation de France Libertés sont présents au Forum Social Mondial à Salvador de Bahia du 13 au 17 mars 2018 et au Forum alternatif mondial de l'eau à Brasilia du 17 au 22 mars 2018 pour dénoncer le crime de l'entreprise Samarco et exiger reconnaissance et réparation. 2 ans après la rupture du barrage de déchets miniers qui a dévasté les écosystèmes sur plus de 600km et affecté des centaines de milliers d'individus, les responsables n'ont toujours pas été jugés.

Rupture du barrage de Mariana au Brésil en 2015 : le Fukushima brésilien

Le 5 novembre 2015, le barrage de rejets miniers Mariana se rompait dans l'Etat brésilien du Minas Gerais, provoquant la mort de 19 personnes, ravageant plusieurs villages, et polluant pour des décennies le fleuve Rio Doce.

Le bilan environnemental et socioéconomique est dramatique : des millions de m3 de boues toxiques ont déferlé dans la vallée du Rio Doce jusqu'à atteindre l'océan Atlantique. Il s'agit de la plus grande pollution environnementale de l'histoire brésilienne, ainsi que la plus importante rupture de barrage de déchets miniers à l'échelle mondiale.

Impunité des responsables

Des experts du Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme envoyés sur place ont attribué la rupture du barrage à la gestion irresponsable de la compagnie minière Samarco. Pourtant, l'entreprise continue de plaider l'accident.

« Ce n'est pas crédible ! Des documents émanant de la compagnie elle-même indiquaient 6 mois plus tôt que la menace de rupture était réelle et qu'elle risquait de provoquer un désastre environnemental et des pertes humaines », fustige Justine Vieira, chargée de mission à France Libertés.

« Parler de la rupture du barrage de déchets miniers comme d'un accident dilue toute responsabilité. Le peuple Krenak rappelle continuellement la responsabilité tant de l'entreprise Samarco que de l'Etat brésilien à travers son agence environnementale et ses lois permissives pour les projets extractivistes » continue Justine Vieira.

Aucun des 22 responsables mis en cause pour la mort des 19 victimes et les dégâts causés par la rupture du barrage n'a été jugé.

Les droits des peuples autochtones violés

Parmi les populations touchées par la rupture du barrage figurent deux peuples autochtones, dont le peuple Krenak. Cette communauté du Rio Doce vit dans la région de Minas Gerais, dans une réserve dont la surface a fondu au fil des décennies du fait de l'accaparement de leurs terres.

« En polluant le Rio Doce, Samarco a rompu l'équilibre de la biodiversité, et de nos communautés. Le fleuve a toujours été une source de protection pour notre peuple, un membre de notre famille. La mort du Rio Doce, c'est la mort de notre peuple », dénonce Daniel Krenak, représentant du peuple Krenak.

« Le crime du Rio Doce est à la fois un écocide et un ethnocide. » affirme Marion Veber, chargée du programme Droits des peuples à France Libertés.

Les Krenak et France Libertés au Forum Social Mondial au Brésil pour réclamer justice

Les représentants Krenak Geovani et Daniel, ainsi qu'une délégation de France Libertés sont présents au Forum Social Mondial à Salvador de Bahia et au Forum Alternatif Mondial de l'Eau à Brasilia pour donner de la voix aux revendications du peuple Krenak et dénoncer les conséquences du système extractiviste.

« Samarco doit répondre de ses actes pour que justice soit faite pour notre peuple. Les droits humains et le droit à l'eau des peuples autochtones du Brésil et des communautés du monde doivent être respectés. L'eau est sacrée, et l'impunité doit cesser », appelle Geovani Krenak, représentant du peuple Krenak.

« Plus que jamais nous devons modifier notre façon de vivre sur la planète. Notre modèle de développement et la gestion et vision de la nature qui en découle ne sont plus soutenables et compromettent les droits humains fondamentaux des générations actuelles et futures. » conclut Marion Veber.